

CLIMAT

Les peuples indigènes victimes

La lutte du peuple Wayuu pour préserver leur terre s'intègre dans celle - mondiale - contre une croissance et une industrialisation sans limite, qui détruit les campagnes et chasse leurs habitants un peu partout, mettant aujourd'hui en péril l'équilibre du climat et l'ensemble des écosystèmes. Par conséquent, lors de son séjour en Suisse Karmen Ramirez Boscan a rejoint la campagne de la Coordination Climat à Genève. Celle-ci cherche à mobiliser l'opinion publique avant le sommet de l'OMC à Genève et celui sur le climat à Copenhague, agendés pour fin 2009, pour exiger des politiques à la hauteur de la menace. Dans ce cadre, elle participe à divers événements pendant la semaine du 10 au 17 octobre pour marquer la journée internationale des peuples indigènes et celle de l'alimentation, et à la mobilisation contre l'OMC (manifestation et ateliers du 28-29 novembre).

Karmen, peux-tu d'abord te présenter, ainsi que les organisations que tu représentes en Suisse?

Mon nom traditionnel est Wayunkerra Epinayu. Je travaille actuellement avec ma communauté locale ainsi que l'organisation de femmes autochtones de mon peuple wayuu «Suitsun Jiyeyuu wayuu» (Force des Femmes wayuu). Je collabore également avec différents réseaux au niveau national et international: l'Organisation Nationale Indigène de Colombie (ONIC), la Coordination Andine des Organisations Indigènes (CAOI), le réseau de femmes pour la biodiversité et le «portail indigène».

Peux-tu nous donner une idée du territoire et de la situation du peuple wayuu auquel tu appartiens?

Les Wayuus constituent le peuple autochtone le plus important de Colombie. Nous vivons des deux côtés de la frontière, entre la Colombie et le Venezuela, sur la Péninsule de la Guajira. Les deux Constitutions nous reconnaissent le droit à la double nationalité. L'étendue de notre territoire est grande et est constituée de 18 réserves - territoires reconnus aux indigènes ou afro descendants en Colombie-, qui bénéficient d'une certaine protection juridique. Cela signifie que nous pouvons y appliquer nos us et coutumes. Mais cette reconnaissance ne vaut que sur le papier; en pratique elle n'est pas appliquée...

Il y a trois aires protégées sur notre territoire, considérées comme des parcs nationaux. A cause de la militarisation de notre territoire, il y a aussi une grande quantité de wayuus qui ont dû se déplacer dans les zones urbaines à partir de 2000.

Quels sont les enjeux actuels généraux pour ton peuple?

Malgré les 18 «réserves» et les aires protégées- qui ne sont d'ailleurs pas contrôlées par les wayuu-, l'ensemble du territoire n'est pas sous contrôle du peuple wayuu. Ceci pour la simple raison que huit «méga projets» se sont installés sur nos terres. Tous en relation avec l'extraction de ressources naturelles et la production énergétique.

Quels sont ces mégaprojets?

Le plus grand et le plus ancien est la mine de charbon à ciel ouvert la plus importante du monde, appelée «El

Carrejon». Ce complexe est composé non seulement de la zone d'exploitation, mais aussi de lignes de chemin de fer et d'un port pour l'exportation vers les Etats-Unis et l'Europe. Il est essentiel de mentionner ici que ce complexe est en main de multinationales: BHP Billington, (britannique); Xstrata et Glencore (helvétiques) et Angloamerican (australien). L'Etat colombien vient de concéder à ce consortium l'exploitation de ces gisements pour 34 ans de plus, en l'absence totale de participation autochtone; car ce n'est pas seulement le territoire du peuple wayuu qui est affecté, mais également celui des peuples Wiwa, Kogui et Aruacos de la Sierra Nevada de Santa Marta, qui vivent également dans la région de la Guajira.

Cette exploitation a créé toute une série d'impacts. Là où arrive un véhicule de la mine, commencent les conflits; la ligne de chemin de fer exclusive a divisé en deux le territoire wayuu. Par ailleurs, l'impact sur l'environnement va au delà de notre territoire puisque l'exploitation du charbon est un grand producteur de gaz à effet de serre; le transport de charbon de la mine jusqu'au port d'exportation se fait sans la moindre protection, et tout le territoire wayuu est affecté, en particulier sous forme de poussière de charbon, la «carbonilla» qui recouvre tout. Il y a bien sûr d'autres projets, mais ce qui est important, c'est qu'ils sont tous liés à un titre ou à un autre à cette grande pieuvre qu'est le «Carrejon».

Un complexe touristique est en projet dans le lieu le plus spirituel des wayuus, Jepirra, - en espagnol le «Cabo de la Vela»- le lieu où vont les âmes des morts; des grandes entreprises cherchent à s'en approprier la gestion touristique, alors qu'actuellement le territoire appartient à des familles wayuus. A cela s'ajoute le barrage sur le seul cours d'eau sur territoire colombien, alors que la région est très sèche - désertique. Il a également généré une grande résistance en particulier du peuple wiwa, mais aussi des wayuus; le barrage est en construction, et les oppositions sont criminalisées sans qu'il n'y ait eu de consultations.

Citons encore le «Port Maritime Multipropósito Brisa», qui se trouve sur le territoire Wiwa, Kogui et Aruaco, en lien avec tous les autres projets, notamment celui de l'agrandissement de la route «Troncal del Caribe», qui

passé en face du port et qui fait partie de toute l'infrastructure destinée à la «libéralisation» du commerce.

Ce projet est partie intégrante de la grande stratégie de l'IIRSA (Interconnexion d'Infrastructures Régionales d'Amérique du Sud), et vise en particulier à développer les échanges commerciaux entre le Venezuela et la Colombie. Par ailleurs, l'ensemble de la région Guajira est donnée en concession pour l'exploration pétrolière à des multinationales, parmi lesquels Glencore qui possède 51% de la responsabilité de l'exploration pétrolière, gazière ou carbonifère, mer incluse. Tout cela, encore une fois, sans la moindre consultation préalable...

Le tableau se parachève avec le problème de la militarisation: depuis 2002, la Guajira est devenue l'objet d'intérêt de forces armées gouvernementales ou non; l'intention du gouvernement colombien, d'établir une base militaire dans la Guajira, est ressentie comme une provocation par le Venezuela. L'intérêt géostratégique du territoire pour tous les trafics, drogues, armes, a également favorisé l'arrivée des paramilitaires, avec comme conséquences, le déplacement des wayuu hors du territoire, dans les villes; il n'y a pas d'étude officielle de ces déplacements forcés, le gouvernement se contentant de les justifier par le «nomadisme traditionnel» des wayuu!

Un de ces projets, le parc éolien, est particulièrement lié à la thématique des débats internationaux sur le climat ...

C'est le «parc éolien Jepirracchi», qui est inclus dans le protocole de Kyoto comme projet de développement propre contre le réchauffement climatique: la Guajira a les meilleurs vents d'Amérique du Sud. Alors que pour nous les vents sont vivants et doivent être respectés. Ce projet se fait avec des capitaux européens, surtout allemands et hollandais: l'Etat colombien, avec le soutien financier de la Banque Mondiale a implanté ce projet «propre» par le biais des entreprises publiques de Medellin. Mais à termes, il est probable que l'entreprise soit vendue à des acteurs privés, comme ce fut le cas de Ecopetrol (l'entreprise nationale pétrolière) de qui Glencore et Xstrata ont acheté le 51% des actions... L'énergie produite par ce parc éolien ne sert ni aux communautés, ni aux centres urbains les plus proches, mais est

vendue par une banque énergétique qui la revend conjointement avec celle des barrages. Cette énergie sert finalement au port d'exportation de charbon!

Qu'un processus de développement propre qui devrait contribuer à diminuer les impacts du changement climatique produise de l'énergie pour un port d'exploitation de charbon, qui lui, tout au long de l'exploitation, du transport et de l'exportation, produit des gaz à effet de serre, c'est pour le moins contradictoire! En plus, ce projet bénéficie de «crédits carbone» payés par des pays parmi les grands utilisateurs d'énergie comme la Suisse, l'Allemagne, etc.; ce qui permet à l'entreprise d'être exemptée d'impôts sur l'importation, l'exportation et le transport!

Comment avez-vous prévu de réagir à cela?

Le consortium du «Carrejon» s'est établi bien avant que la Colombie n'approuve la Convention 169 du BIT. Une de nos revendications en tant que «Force des femmes Wayuu» et d'une partie des communautés, est que le «Carrejon» fasse une large consultation des personnes concernées. Aujourd'hui, malgré tout ce qui s'est passé nous souffrons du manque d'informations; nous savons qu'ils veulent construire une autre voie ferrée, ce qui va impliquer non seulement le vol d'autres territoires wayuu, mais également beaucoup plus de pollution... En ce qui concerne la pollution par le charbon, nous aimerions une enquête neutre, par une organisation qui ne fasse pas partie du complexe Carrejon, nous demandons la formation d'un groupe d'experts indépendants.

Par rapport à ce sujet, qu'espères-tu de ta venue en Suisse, en particulier étant donné que Glencore et Xstrata ont leur siège à Zoug?

En particulier deux choses: rencontrer les actionnaires pour les questionner sur les impacts qu'ils génèrent chez nous, et aussi obtenir une réunion formelle avec les dirigeants de Glencore pour savoir pourquoi ils n'ont jamais réalisé de consultation transparente avec le peuple wayuu. Et enfin faire pression sur Glencore pour qu'elle reçoive une délégation «wayuu».

Propos recueillis par Alain Cassani
www.minkandina.org
www.indigenportal.com